

2011
LES ENJEUX

Épinglé

Petit tour en Flandre

En très bref, quelques difficultés auxquelles les partis flamands seront confrontés en 2011, pointés par Pascal Delwit.

Pour la N-VA: *“La gestion du succès. C’est très difficile pour un parti nationaliste de faire un compromis avec les francophones, et c’est très compliqué pour la N-VA de participer au gouvernement... Ça a été très dur pour la Volksunie et la N-VA est issue de l’aile la plus antiparticipationniste de la Volksunie, donc la plus radicale.”*

Pour le CD&V: *“Comment être et avoir été? Le parti est à 17%, va devoir conquérir un nouvel électorat et exister dans un paysage politique flamand très fragmenté.”*

Pour le SP.A: *“C’est compliqué d’être un parti de gauche en Flandre. La Flandre est une société très fermée qui donne l’impression de se “racapoter” sur elle-même. Le SP.A a eu beaucoup de présidents ces dernières années et Caroline Gennez n’a pas vraiment convaincu.”*

Pour Groen!: *“Éviter de passer sous la barre des 5%. Il suffirait d’un petit mouvement à la veille des élections. C’est une lourde épée de Damoclès pour un parti qui a des difficultés à savoir ce qu’il veut être.”*

Pour l’Open VLD: *“Ce parti a fait le pari de faire chuter le gouvernement et de se ressourcer dans l’opposition. Mais le prix à payer est colossal: le parti est à 12,5%, le score du libéralisme flamand d’il y a 50 ans. Il a été jusqu’à 24% sous Verhofstadt en 2003... C’est une descente aux enfers. Et il n’est pas forcément facile d’être crédible dans l’opposition face à un gouvernement d’austérité. Il va falloir fermer la page de Guy Verhofstadt qui a été l’homme fort du parti pendant 30 ans.”*

lalibre.be

RÉACTIONS

Un commentaire, une réaction sur le pronostic politique en 2011? Rendez-vous sur le site de “La Libre”.

“Personne ne peut dire où on va”

► L’incertitude est maximale quant à la Belgique politique en 2011, dit Pascal Delwit.

► Tous les scénarios sont envisageables à ce stade. Y compris celui d’élections.

Ce ne sont pas les derniers épisodes de la crise politique belge qui aideront qui que ce soit à y voir plus clair quant à l’avenir du pays. *“Personne en Belgique ne peut dire où on va”*, s’exclame d’ailleurs le politologue Pascal Delwit (ULB), qui a

parcouru pour “La Libre” les défis spécifiques qu’il identifie pour chacun des principaux partis du paysage politique belge. Leur avenir et les stratégies qu’ils devront mettre en œuvre dépendent grandement de la suite des événements.

Retour des libéraux, y compris néerlandophones; retour aux urnes; relance des négociations à sept; constitution d’un gouvernement d’urgence susceptible de prendre les mesures qui s’imposent pour faire face aux problèmes budgétaires de l’Etat: aucune de ces pistes n’est à exclure pour l’instant. Une chose paraît néanmoins certaine, le fossé entre les deux communautés n’a nullement rétréci au cours des derniers mois. Et les tentatives, vaines jus-

qu’à présent, des uns et des autres pour faire exister quelque chose qui ressemble à une négociation, ou à un début de négociation, masquent de moins en moins facilement les différences entre les visions politiques qui s’expriment au Nord et au Sud du pays. Dans le même temps, les petits jeux de stratégie politique n’ont en rien perdu de leur force, chacun des partis ayant une peur bleue de perdre des plumes en cas d’élections anticipées. Le monde politique n’y consentira qu’acculé dans le dernier recoin de la crise.

Et comme épée de Damoclès, le spectre des marchés financiers spéculant sur la dette de l’Etat. Bienvenue en 2011.

M. Co.

Les verts doivent se choisir une ligne

ecolo Le parti Ecolo dépend énormément de l’agenda politique et médiatique du moment. Poussé vers le haut lorsque les problématiques environnementales occupent le devant de la scène et tiré vers le bas quand l’institutionnel et le socio-économique reprennent le dessus. Résultat: des performances électorales spectaculairement inconstantes. *“On l’a encore vu entre les élections régionales de juin 2009 et les élections fédérales de juin 2010, rappelle Pascal Delwit. En un an, Ecolo a perdu près de la moitié de ses électeurs et il n’en a conquis que très peu.”* Le politologue voit dans ce problème l’enjeu majeur pour les écologistes en 2011. *“Ecolo éprouve des difficultés à se positionner plus clairement dans le spectre et dans le système politique. Est-il prêt à participer au gouvernement ou pas? Aujourd’hui il participe aux négociations tout n’étant pas sûr d’entrer au gouvernement. Ils mettent l’exclusive de la participation de Groen! qui n’est, du point de vue de l’arithmétique parlementaire, pas facile à défendre...”*

C’est qu’Ecolo pratique le grand écart permanent entre ses électeurs de gauche et ses électeurs plus centristes, voire carrément libéraux, pointe encore Pascal Delwit. Et au bout du compte, cela pose des problèmes de positionnement clair quant aux enjeux socio-économiques, poursuit-il. *“Le parti a annoncé de nouvelles discussions idéologiques, ce sera un des enjeux de l’année pour Ecolo, note le politologue. La question est de savoir s’il pourra se positionner plus clairement sur le plan idéologique, au risque de perdre une partie de son électorat. Ou si, somme toute, il assume qu’en fonction de l’agenda du moment, il se retrouve dans le vent ou dans le reflux... qu’il accepte cette courbe électorale chahutée et des victoires moins nettes.”* Voire des défaites, sommes-nous tentés d’ajouter.

En 2010, les problèmes de casting d’Ecolo ont souvent été évoqués, notamment à l’occasion des débuts difficiles de Sarah Turine comme co-présidente. A cet égard, il y a peu de chances qu’Ecolo modifie son système hiérarchique (comme l’ont fait d’autres partis écologistes) et le ticket homme-femme, Wallon-Bruxellois est appelé à demeurer, même s’il n’est pas toujours très facile à faire fonctionner.

M. Co.

Dépasser les conflits internes



Rejeté des négociations fédérales, dans l’opposition dans les Régions et toujours en sursis au gouvernement fédéral, le Mouvement réformateur vit des moments difficiles. D’autant qu’il tente dans le même temps de cicatrifier les blessures survenues à l’occasion des tensions internes que la fédération connaît depuis 2009. Gageons que tous les œufs n’ont pas encore été pelés entre les “reyndersiens” et le groupe Renaissance, toujours incarné par Charles Michel qui dispute désormais la présidence du mouvement à Daniel Bacquelaine.

“La question est de savoir si cette élection interne permettra de dépasser le conflit latent que le MR connaît depuis un an et demi”, indique Pascal Delwit. *“Vu le profil des candidats, ce ne sera pas simple. C’est un parti très crispé et assez divisé.”* A cet égard, la largesse de la victoire de celui qui l’emportera aura logiquement son importance, le nouveau président aura d’autant moins de difficultés à pacifier le parti s’il bénéficie d’une solide assise auprès des militants. Réponse dans l’après-14 février, quand Didier Reynders aura remis son tablier de président. Mais tout ceci ne constitue pas l’unique challenge du MR pour 2011. Pascal Delwit en identifie trois autres. Dans l’hypothèse où le MR revient dans la course pour entrer au gouvernement (n’est-ce pas le vœu de la N-VA?), Didier Reynders est plutôt bien placé pour en devenir le chef de file au sein de l’exécutif. Quid dès lors de ses relations avec Charles Michel si ce dernier est entre-temps devenu président de la fédération? *“Il y a beaucoup d’inconnues pour le MR”*, ajoute le politologue.

Parmi celles-ci, il pointe encore *“la question de la place et du statut du FDF au sein du MR”*. Celle-ci se posant de manière *“très forte à la fois en Wallonie et à Bruxelles”*. A la veille des élections communales, le MR aura sans doute intérêt à l’avoir tranchée. Enfin, les libéraux auront eux aussi à définir une ligne idéologique clairement identifiable cette année. *“Plutôt centriste ou plutôt à droite?”*, interroge Pascal Delwit, pour qui l’échec de 2009 a ouvert *“une petite porte”* au Parti populaire *“qui est maintenant en difficulté”*.

M. Co.



Suspendu au destin de Di Rupo

PS

Le Parti socialiste a le vent en poupe. Grand vainqueur des élections de juin dernier, il se maintient dans les sondages, profitant pour l'heure de sa gestion de la crise politique. Pour Pascal Delwit, ce n'est pas pour cela que 2011 sera de tout repos pour les rouges. Il identifie trois problèmes qui se poseront à eux en cette année pleine d'incertitudes. "Il faudra voir dans quelle mesure le destin d'Elio Di Rupo sera touché puisqu'il est toujours possible qu'il devienne Premier ministre si un gouvernement se forme, entame le politologue. Auquel cas le PS devra se doter d'un nouveau président. Avec deux perspectives: soit un président de transition, le temps de voir si ce gouvernement est stable, soit d'emblée un vrai nouveau président. Ce serait alors un grand tournant: Elio Di Rupo est président depuis 1999." Pour lui succéder, Pascal Delwit pointe quatre à cinq candidats crédibles: Laurette Onkelinx, Paul Magnette, Rudy Demotte, Jean-Claude Marcourt et dans une moindre mesure Willy Demeyer. Le nom du bourgmestre de Liège ayant déjà été évoqué. Et s'il ne devient pas Premier

ministre, rien n'empêche Elio Di Rupo de se représenter à la présidence (son mandat se termine en juin 2011), ses résultats, notamment électoraux, étant difficilement contestables.

Deuxième enjeu, au cas où le PS entre dans un gouvernement (ce qui est fort probable): sortir indemne du défi budgétaire. "Il faudra que le PS réussisse à faire passer un plan de rigueur qui ne soit pas un plan d'austérité", pointe Pascal Delwit. En clair, "un plan qui ne touche pas son électorat traditionnel". Pour trouver les 22 à 25 milliards d'économie, il faudra trouver des recettes et faire des économies... "Ce ne sera pas facile", poursuit le politologue.

Enfin, le PS va devoir préparer les prochaines échéances électorales dans une position délicate. "Les élections fédérales et régionales sont encore loin, mais c'est toujours plus difficile de partir avec un point de référence qui est très haut", indique Pascal Delwit. "2011 sera aussi l'année de préparation des communales. Il y a quelques enjeux importants comme Charleroi – qui sera tête de liste? – et Namur, où le PS est sorti de la majorité."

M. Co.

"Autre chose qu'un PSC relooké"



Les chiffres sont cruels pour le CDH. Son problème majeur: des résultats électoraux au ras des pâquerettes malgré un retour dans les exécutifs fédéral et régionaux ("avec une posture assez modeste", relève Pascal Delwit) que le parti doit incontestablement au travail de Joëlle Milquet et... à la relation particulière qui la lie à Elio Di Rupo. C'est le beau bilan "politique" de la présidente, mais celle-ci va devoir tôt ou tard passer le relais à Benoît Lutgen. Voilà le momentum humaniste prévu pour 2011.

"Pour le CDH, la question est de savoir s'il peut sortir de son plancher, au niveau électoral", insiste Pascal Delwit. "Aujourd'hui, il est au niveau de sa grosse défaite électorale de 99. Il y a eu certes une petite embellie en juin 2004. An niveau wallon il est autour de 15,5%, c'est très bas. Il a un peu progressé en Région bruxelloise mais avec un ressac en 2010. La question est donc de savoir s'il peut avoir un électorat autre que celui de l'ancien PSC. Huit ans après la création du CDH, la réponse est plutôt négative. En tout cas en Région wallonne."

Deuxième enjeu: que sera le CDH sans Joëlle Milquet à sa présidence? Dans l'intervalle, Pascal Delwit voit en la situation actuelle une période de transition "très" (trop?) longue. "C'est une construction un peu bancal", estime-t-il. "Quelqu'un (Benoît Lutgen) qui doit devenir président une fois que le gouvernement sera formé et qui attend parce que c'est sa présidente qui doit mener les négociations... Ça paraît une construction un peu boiteuse qui n'est pas nouvelle, certes, mais qui n'est pas forcément compréhensible aux yeux des électeurs et des militants. Et qui ne renforce pas la crédibilité de M. Lutgen."

Et puis le CDH va devoir éliminer certaines zones encore floues. "Est-ce qu'il sera le vrai président du parti? Est-ce qu'il va lui donner une autre tonalité? On suppose qu'il donnera une image moins bruxelloise et moins urbaine. Et quelle orientation prendra le CDH dans ses relations avec les autres partis? Voilà une belle batterie de questions auxquelles les humanistes vont devoir répondre en 2011. Avec un objectif: "être autre chose qu'un PSC relooké", conclut Pascal Delwit.

M. Co.